

DROIT DE PROPRIÉTÉ ET PUBLICITÉ DANS L'AUDIOVISUEL

Les deux leviers de l'État

Le projet du cahier des charges fixant les règles d'exercice de l'activité de diffusion télévisuelle sera bientôt soumis à l'approbation du gouvernement. Deux dispositions œuvreront à précariser l'activité : la limitation du temps de la publicité à 6 minutes par heure et le droit de préemption de l'Etat qu'exercera le régulateur au cas de mise en vente d'une chaîne privée.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Les dispositions du projet du cahier des charges fixant les règles d'exercice de l'activité audiovisuelle ont été révélées avant-hier par l'agence officielle APS. Elles reprennent, en somme, les termes du code de l'information en matière d'éthique et de déontologie et des contenus interdits à l'antenne comme les programmes faisant l'apologie du terrorisme et incitant à la haine raciale ou encore les séquences atteignant à la vie privée des personnalités publiques ou injuriant le président de la République. Mais ce qu'apporte ce cahier des charges par rapport aux règles de la commercialité est beaucoup plus excessif et rend plus difficile la conception d'un projet économiquement viable.

En effet, le législateur a agi sur deux leviers pour pouvoir contrôler les chaînes de télévision, le droit de propriété et la publicité.

Ainsi, l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav) s'est vu attribuer une prérogative que la loi l'instituant ne lui avait pas accordée, celle d'exercer le droit de préemption de l'Etat en cas de mise en vente d'une chaîne privée. Ce cahier des charges qui a autorisé «les personnes morales exploitant des services de communication audiovisuelle relevant du secteur public» à prendre des participations au capital des «personnes morales exploitant des services de communication audiovisuelle autorisées» – c'est-à-dire l'EPTV et la Radio algérienne à entrer dans le capital des chaînes privées –, a chargé l'Arav de veiller au contrôle des transferts de propriété dans le secteur.

«En cas de mise en vente d'une entreprise exploitant un service de communication audiovisuelle, l'autorité concédante (Arav, Ndlr) «peut accorder, hors appel à candidature, le transfert des droits liés à l'autorisation au



Les chaînes privées se sont taillé une bonne part du marché publicitaire.

profit du nouvel acquéreur. L'autorité concédante exerce le droit de préemption au profit de l'Etat», souligne-t-on. En clair, on ne peut pas acheter et vendre librement dans ce secteur économique et toute cession d'actifs doit avoir l'aval du régulateur qui veille au respect de la priorité des entités publiques à chaque fois qu'un privé décide de vendre ses actifs. L'autre disposition phare de ce cahier des charges

est la limitation du temps de la publicité à l'antenne. Le législateur a réduit l'espace commercial des chaînes de télévision presque à rien : 10% du volume global des programmes, soit la moitié de ce qui est autorisé dans les pays de l'Union européenne par exemple. «Le temps consacré à la diffusion des messages publicitaires ne peut être supérieur à 6 minutes par heure d'antenne en moyenne dans l'an-

née», indique-t-on. Et d'ajouter que «chaque séquence de messages publicitaires est limitée à une durée maximum de 3 minutes». Cela complique l'élaboration des business plans des chaînes et pose la problématique de la faisabilité économique des projets de chaînes de télévision et la viabilité du modèle économique adopté par les chaînes existantes dans les conditions actuelles du marché. Parce que l'augmentation des tarifs publicitaires pénalise les marques algériennes qui n'ont pas les moyens de se permettre des campagnes onéreuses. Dans ce contexte, il convient de rappeler que les chaînes privées de télévision se sont taillé une bonne part de marché, empiétant y compris sur celle de la presse écrite et ce, en commercialisant des placements publicitaires à bas prix.

En l'absence d'une loi sur la publicité, la fermeture annoncée des chaînes non agréées et le cahier des charges de l'audiovisuel qui régleme aussi les opérations de parrainage des programmes, devraient rééquilibrer le marché plutôt en faveur de la presse écrite laquelle pâtit de la concurrence de ces chaînes.

L. H.

Contribution

Lettre de Slimane Benaïssa à Monsieur Abdelaziz Bouteflika, président de la République algérienne

Monsieur le Président,

En ces jours sacrés de fin de Ramadhan, entre la nuit du Destin et l'Aïd El-Fitr, jour de paix et de réconciliation, je suis un père inquiet et en colère. Inquiet parce que mon fils, Mehdi Benaïssa, est en prison, en colère parce que je ne sais pas exactement pourquoi. Certes, j'ai confiance en la justice de mon pays et mon devoir même est d'être à son service. Mais quand beaucoup de mes proches et de moins proches me disent : «Il n'y a que ceux qui l'ont arrêté qui peuvent le relâcher», là j'ai peur, très peur.

Certains disent que c'est politique, d'autres affirment que ce n'est qu'administratif. Si les fautes sont administratives, qu'on le sanctionne administrativement et qu'on ne limite pas sa liberté. Si elles sont politiques cela m'intrigue et m'interpelle : quelle politique mon fils fait-il, au nom de quoi, au nom de quoi ?

Je crois, Monsieur le Président, que notre société ne comprend pas sa jeunesse... Mon fils est le fils de «la chute du mur» et des idées. Il n'a pas grandi dans les idéologies, il a grandi dans la construction de valeurs. La génération de mon fils a des aspirations éthiques, elle ne revendique et ne défend que les valeurs qui lui permettront de s'épanouir et de se réaliser dans la société.

Cette génération n'a d'autre ambition que de s'inscrire pleinement dans le monde, dans son époque et pour cela, elle veut moraliser la vie sociale et politique : les uns par l'Islam, les autres par le respect de la loi et la démocratie. Les uns ont pris le maquis, les autres se font emprisonner. En réalité, tous ces jeunes sont

unis pour le même projet. Ils ne le savent pas, c'est tout... Parce qu'ils diffèrent sur la manière et le contenu de sa réalisation. Aujourd'hui, ils sont mis face à face et les États s'érigent en arbitres. Mon fils ne fait pas de politique, ni pour les uns ni contre les autres. C'est sa jeunesse, sa compétence, sa modernité, qui sont hautement politiques et rien d'autre.

Mon fils fait partie de la deuxième génération post-indépendance. Cette génération a la mémoire lourde d'une histoire complexe : celle du colonialisme et de la lutte de libération que nous n'avons pas clarifiée pour eux et qui leur fut mal enseignée. Ils la subissent beaucoup plus qu'ils ne s'en nourrissent.

Ils s'embourbent dans le reste des conflits historiques de leurs grands-pères, tout en essayant de résoudre les problèmes de leur avenir, de leur devenir.

Quand on dit que mon fils fait de la politique (au sens où ceux qui l'accusent l'entendent, à savoir qu'il fait le jeu de tel clan par rapport à tel autre), on ne s'imagine pas qu'il faut le mettre dans une machine à reculer le temps pour qu'il en soit capable. Nous sommes à 70 ans de la guerre de Libération pour ceux qu'ils l'ont faite, mais pour nos enfants, cette guerre c'est passé, c'était il y a un siècle. Non parce qu'ils la méprisent, mais parce qu'ils sont inscrits dans une autre notion de temps. Nous n'avons pas les mêmes horloges dans nos têtes.

Ils sont les enfants des réseaux sociaux et du numérique, ils parlent une autre langue que nous et nous devons apprendre à la parler si nous voulons continuer à communiquer avec eux.

Nous devons être attentifs à leur humour, à leur rire, à leur manière de porter la dérision pour mesurer leur niveau de douleur et non de méchanceté.

On ne peut pas les juger de manière décalée, dépassée. Cette façon de faire est en tout état de cause injuste, simplement par le fait qu'elle est historiquement anachronique.

Monsieur le Président,

Au bout de tous mes désespoirs, j'ai tenu parce que j'aime mes enfants, pas parce que ce sont les miens biologiquement, mais pour ce qu'ils sont devenus : braves, honorables, généreux, compétents, rigoureux dans leurs visions et dans leurs démarches, et j'en suis fier. Ce capital humain que représente mon fils et beaucoup de sa génération ne peut être mis sur le même pied d'égalité que n'importe quel autre capital. Ils ne relèvent pas de la même nature pour être inscrits dans les mêmes conflits.

Monsieur le Président,

Je me rends compte en vous écrivant que je n'avais rien à vous demander, mais j'avais envie peut-être de vous parler simplement, de vous dire que j'ai appris à ravalier mes larmes à chaque fois que j'avais envie de pleurer en me disant : on ne pleure pas son pays, parce qu'un pays ne se pleure pas. Je suis à un âge où ce sont mes enfants qui me pleureront et pas moi qui pleurerai mes enfants. Je souhaite mourir avec mes larmes pour l'honneur de mon pays et pour fleurir peut-être ma tombe. Si je devais les gaspiller de mon vivant, ce ne serait qu'en désespoir de tout. J'espère que la vie m'évitera cette déchéance. Nous avons éduqué nos

Par Slimane Benaïssa



enfants pour qu'ils nous éduquent. Nous avons aimé nos enfants pour qu'ils nous aiment. Nous les avons accompagnés dans la vie pour qu'ils nous accompagnent dans la mort. Nous avons enseigné à nos enfants l'art de défendre et de renforcer la justice là où elle doit l'être... non pour qu'ils la subissent injustement. L'amour dans lequel ils ont grandi s'inscrit dans une dialectique qui crée l'espoir, la force, la solidarité. Il forge la citoyenneté, malgré toutes les vicissitudes de l'Histoire, les contingences de la vie et les douleurs non négligeables que nous avons vécues.

Certain de votre grandeur d'âme, de votre générosité et de votre soif de justice, je vous adresse en toute confiance cette lettre, convaincu de l'attention que vous lui accorderez.

S. B.